



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

6 octobre 2023

N° 309

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

RENVERSER LE RAPPORT DE FORCES AVEC LES GANGS ARMÉS: LE SALUT DES MASSES EXPLOITÉES EST À CE PRIX



Dans la capitale, les gangs armés progressent. Sachant qu'ils évoluent sur un terrain hostile, ils ne chôment pas. Les périodes dites d'accalmie sont pour eux le moment de consolider les nouveaux territoires conquis, de s'armer, de se renforcer par le recrutement de nouveaux soldats pour imposer leur dictature aux classes populaires. Seule la révolte consciente et organisée des masses populaires et de la classe ouvrière peut les contrecarrer.

Les derniers événements qui se sont produits à Port-au-Prince résument bien ce qui est en train de se dessiner. Tout d'abord, la volonté des gangs les plus criminels de mieux se structurer en mettant sur pied un « conglomérat de gangs armés » qui leur aurait conféré plus de pouvoirs, plus de territoires, plus d'emprise sur les classes populaires. L'annonce de la création de « Vivre Ensemble », la nouvelle fédération des gangs armés sur les réseaux sociaux avec la voix des principaux chefs de Port-au-Prince, allait dans ce sens-là. Se gargarisant de leur super puissance, ils invitaient les gens à regagner leurs maisons et à circuler librement partout, mais sous leurs dictats.

Puis le lancement, quelques jours plus tard par un chef de gang loin de ses bases, d'une opération punitive contre la population de toute une commune, Saut-d'Eau, où des armes et de la drogue de ce chef de gang en provenance de Saint Domingue auraient été détournées.

Pris par surprise, les habitants ont vécu l'enfer, avec une vingtaine de morts, des dizaines de blessés par balles, des maisons incendiées. Revendiquant son crime, le chef de gang a déclaré sur les réseaux sociaux qu'il réduirait Saut-d'Eau en poussière s'il ne retrouvait pas sa cargaison.

Deux jours plus tard, le même chef de gang et sa bande se sont attaqués à la ville de

Mirebalais, une importante ville connue pour son histoire et siège d'un des principaux centres hospitaliers du pays. Les bandits ont débarqué dans la ville à 2 heures du matin en s'en prenant à cet hôpital, à son personnel soignant, aux magasins. Mais la population, quelques heures plus tard, a repris ses sens, s'est organisée et avec l'aide de quelques policiers a repoussé les bandes armées.

À Saut-d'Eau, les gens ont fui, les policiers également, les gangs armés ont installé un chef de gang dans la ville. À Mirebalais, la population a riposté, les bandits ont fui. Environ une vingtaine d'entre eux ont été rattrapés et mis hors d'état de nuire. Depuis la population monte la garde pour prévenir toute riposte.

En effet, les quelques difficultés que les gangs ont connues dans la mise en place de leur dictature sont toujours venues de la mobilisation des masses populaires. L'État a capitulé. Les dirigeants amusent la galerie en mettant en avant l'organisation des élections comme panacée. La classe politique joue la fanfaronnade en se positionnant toujours pour la prise du pouvoir. Les grandes ambassades occidentales rapatrient leurs personnels. Les déboires des masses exploitées, chômage, misère, insécurité sont le cadet des soucis de tout ce beau monde, même s'ils prétendent le contraire. Aux masses populaires, aux classes laborieuses de se prendre en charge.■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Renverser le rapport de forces avec les gangs armés: le salut des masses exploitées est à ce prix

Leur société

⇒ Page 2

- Après la désillusion de « Vivre Ensemble », les massacres
- Situation catastrophique des déplacés de Carrefour-Feuilles
- Port-au-Prince, la réouverture des classes perturbée
- ONU: « Mission de soutien à la sécurité », un autre groupe armé bientôt sur le terrain

⇒ Page 3

- Ouanaminthe : Passons du rêve à la réalité !
- Des terres arables et des rivières, Haïti en regorge !

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- Accompagnement social, le dernier versement se fait attendre
- Échos des entreprises

⇒ Page 4

- Ak batay, nou ka kontre bandi yo !

Dans l'international

- Luis Abinader, dans les pas de Raphael Trujillo

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

APRÈS LA DÉSILLUSION DE « VIVRE ENSEMBLE », LES MASSACRES

La tentative de grouper les gangs les plus criminels et les plus influents de la capitale en une fédération sous le nom de « Vivre Ensemble » a piteusement échoué quelques jours seulement après que l'annonce en a été faite en grande pompe sur les réseaux sociaux et dans certains médias traditionnels. Le rêve des plus intelligents parmi ces énergumènes qui voulaient inscrire leur mouvement criminel dans la durée tout en élargissant leur base dans la population est renvoyé peut-être aux calendes grecques.

Ce sont des chefs de gangs sûrs de leur force qui, dans un message audio, ont annoncé la création de cette nouvelle structure avec les principaux gangs armés qui imposent leurs lois par la violence dans la capitale. En fait, « Vivre Ensemble » devait sceller la stratégie qu'ils venaient d'expérimenter sur le terrain.

Depuis trois mois en effet, les attaques des gangs armés contre la population dégageaient une certaine cohérence et coordination. Ils ne se faisaient plus la guerre, chaque gang faisait semblant de s'en prendre à des quartiers et à des zones qui lui étaient attribués, il y avait un certain rapprochement entre chefs de gangs qui partageaient des territoires limitrophes. Au niveau du bas Delmas, de Cité Soleil, des

alliances et des réconciliations ont eu lieu entre gangs rivaux.

Mais ce qui avait surpris, c'est l'appel des chefs de gangs connus pour leur férocité vis-à-vis de la population pour revenir dans les quartiers d'où elle était chassée, de circuler librement sur tous les axes routiers. À la question de savoir si les kidnappings, les vols, les vols, les péages sur les routes allaient cesser, celui qui faisait office de porte-parole avait déclaré que chaque gang étant maître de ses territoires, il fonctionnait comme il l'entendait.

Si la majorité des gens interrogés disaient ne pas faire confiance aux bandits, certaines personnes nourrissaient l'espoir au moins de revenir chez eux. Mais deux jours après les élucubrations des chefs de gangs, la

guerre a repris de plus belle avec les assauts des communes de Seau-d'Eau et de Mirebalais, les hostilités entre gangs armés et même de l'intérieur ont repris avec plus de violence.

La création de « Vivre Ensemble » aurait dû marquer une étape supérieure dans l'organisation des gangs armés dans leur marche vers la prise du pouvoir officiellement peut-être, ou dans l'enracinement de leur mouvement à long terme. Là, ils ont échoué. Nul doute qu'ils ne vont pas baisser les bras.

À celles et ceux qui rêvent d'accalmie et de retour à une situation normale, qu'ils sachent que cela ne pourra se réaliser que par les luttes des masses exploitées pour imposer un changement de rapport de force avec les gangs armés.■

SITUATION CATASTROPHIQUE DES DÉPLACÉS DE CARREFOUR-FEUILLES

Il y a un environ un mois, l'invasion de Carrefour-Feuilles par des gangs de Gran ravin a fait fuir des dizaines de milliers de familles. Certaines d'entre elles se sont réfugiées dans les écoles publiques, d'autres sur des places publiques, dans des gymnases ou sur des terrains en plein air. Depuis, elles y vivent dans les conditions d'hygiène désastreuses.

Des dizaines de personnes entassées dans une salle de classe ; des effets empilés dans chaque coin. Une foule de personnes sous un arbre attend avec inquiétude la tombée de la nuit sans pouvoir dire où ni comment elles vont dormir.

Dans un désordre généralisé, les visages ravagés par ce bouleversement de leur vie, enfants, jeunes, personnes âgées et mêmes des handicapés sont rassemblés.

Privés de tout, pour satisfaire certains besoins de base, ils organisent des petits commerces sur les sites.

D'un site à un autre, c'est la même désolation. Le tableau est révoltant.

Au Gymnasium Vincent, les réfugiés subissent la chaleur sous un soleil de plomb toute la journée. Ils n'ont pas accès à l'intérieur du bâtiment, même quand il pleut. Ils n'ont pas accès à l'eau potable, il faut se

débrouiller pour satisfaire certains besoins physiologiques. Dans les rares sites qui disposent de toilettes, des particuliers exigent de l'argent pour y accéder.

L'insalubrité et la promiscuité qui caractérisent ces centres n'inquiètent pas les autorités, alors que nous sommes en pleine épidémie de choléra. Les déplacés ont intérêt à s'organiser en vue d'exiger de meilleures conditions de vie.■

PORT-AU-PRINCE, LA RÉOUVERTURE DES CLASSES PERTURBÉE

A Port-au-Prince, trois semaines après la réouverture officielle des classes, la situation reste compliquée pour beaucoup d'élèves qui ne peuvent pas encore gagner les salles de cours.

Chaque année, la rentrée des classes constitue une période de galère pour les classes pauvres. Les frais de rentrée, le coût des fournitures scolaires, de l'uniforme et les dépenses quotidiennes constituent un poids financier énorme pour les parents. A cette situation s'ajoutent les conséquences de l'insécurité.

A Port-au-Prince où sévissent la

majorité des gangs armés, la situation est particulièrement préoccupante. Les attaques de ces bandes criminelles contre certains quartiers poussent les habitants à fuir leurs quartiers et également les établissements où leurs enfants étaient scolarisés. Dans les zones qui ne sont pas encore touchées par ce fléau, les bâtiments des écoles pour une grande partie servent d'abris aux familles déplacées. C'est le cas des lycées de tout le centre-ville qui servent de

centres d'accueil aux habitants de Carrefour-Feuilles pourchassés par les gangs de Grand-ravine. A Tabarre, à certains endroits de la plaine du Cul-de-sac, c'est le même cas de figure.

Selon l'Unicef, l'année dernière, 1 million d'enfants ont été contraints d'abandonner les classes. Cette année, il faut s'attendre au pire.■

ONU: « MISSION DE SOUTIEN À LA SÉCURITÉ », UN AUTRE GROUPE ARMÉ BIENTÔT SUR LE TERRAIN

Dans l'après-midi du lundi 2 octobre 2023, le Conseil de Sécurité des Nations unies a approuvé le déploiement en Haïti d'une « mission multinationale de soutien à la sécurité ». Ce sera bientôt un autre groupe armé qui tentera de redorer le blason des classes dominantes et de la classe politique mis à mal par les gangs criminels. Pour les masses populaires, leur sécurité dépendra toujours de leur capacité à organiser leur force pour se protéger des exactions criminelles dans leurs quartiers.

Il est illusoire de croire que les classes dominantes haïtiennes peuvent se passer des services des gangs armés. La présence permanente de ces derniers aux côtés d'autres corps armés comme la Police ou l'Armée dans l'histoire du pays témoigne de la volonté des classes riches à maintenir par la violence les classes laborieuses dans la misère extrême, dans le dénuement total. Les patrons de la sous-traitance, les grands commerçants, la classe politique préfèrent mille fois s'accommoder des gangs armés que de participer au relèvement du niveau de la vie des masses populaires haïtiennes.

Le problème actuel pour cette minorité de parasites et pour ses alliés

impérialistes n'est pas tant l'existence de ces gangs que le rapport de forces qu'ils ont gagné sur le terrain. Ce ne sont pas seulement les massacres, les crimes abominables qu'ils commettent, ce sont aussi les entraves à leur quête de richesses que les activités de ces groupes occasionnent.

L'avenir dira si cette mission parviendra à desserrer l'étau des gangs armés pour permettre la reprise des activités économiques, la circulation des habitants d'une province à une autre, la reprise du cirque de la classe politicienne, etc.

Mais les masses populaires n'ont rien à en attendre. Le chômage, les bas-salaires, le

logement, les emplois, la distribution des terres aux paysans pauvres, les hôpitaux, les écoles ne font pas partie de la mission de la force multinationale. Même pour les gangs dont il est question dans la résolution présentée au Conseil de sécurité, les soldats présents ne seront pas là pour détruire les bases de la société qui leur ont donné naissance.

Avec ou sans la présence des militaires étrangers, la sécurité des masses populaires dans leurs quartiers, sur les routes nationales, dans les villes, l'amélioration de leurs conditions de vie seront en fonction de ce que leurs luttes permettront d'obtenir, car personne ne leur fera de cadeau.■

OUANAMINTHE : PASSONS DU RÊVE À LA RÉALITÉ !

Enthousiastes, des dizaines de paysans pauvres, des chômeurs de la ville de Ouanaminthe et des localités avoisinantes se relaient depuis plusieurs semaines dans la construction d'un canal sur la rivière Massacre pour arroser des terres agricoles dans les plaines de Maribaroux. Prétextant que ce canal va dévier la rivière Massacre de son lit normal et donc est préjudiciable à son pays, le président dominicain a intimé l'ordre aux paysans d'arrêter les travaux en prenant de lourdes mesures contre Haïti. Depuis, en Haïti, un cachet nationaliste est conféré à la construction de cet ouvrage au risque de reléguer loin derrière le symbolisme de l'engagement des centaines de paysans sans terre et de la population pauvre.

Depuis plus de 30 ans, la bourgeoisie a détruit complètement l'économie d'Haïti au profit de celle de la République dominicaine. En abandonnant les secteurs productifs, elle s'est transformée en revendeuse des produits de la bourgeoisie dominicaine et pas seulement. Par exemple, la HASCO qui produisait la canne à sucre et générait 100.000 emplois directs et indirects a été fermée. La cimenterie nationale d'Haïti, la minoterie nationale et bien d'autres entreprises ont fermé leurs portes jetant sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers. En revendant des produits bas de gamme et de qualité douteuse à la population, cette bourgeoisie a continué de s'enrichir en appauvrissant les masses populaires

Même chose aussi dans l'agriculture. Les capitaux haïtiens se sont détournés de la production agricole. Des milliers d'hectares

de terre arabes restent en friche et leurs propriétaires, souvent absents, investissent leurs capitaux dans l'industrie dominicaine. Haïti regorge de rivières et de terres mais cela n'intéresse plus ceux qui, par la violence, ont accaparé le pouvoir et les moyens de production.

Par cette politique, les classes dominantes ont plongé le pays dans l'abîme avec un taux de chômage avoisinant les 80%. Ceux qui travaillent dans les usines de la sous-traitance, dans les petites entreprises, comme journaliers ne gagnent pas mieux leur vie avec un salaire minimum toujours autour de 4 dollars, voire moins. Dans les marchés haïtiens, peu de personnes des classes populaires peuvent acheter les produits locaux tant qu'ils sont chers.

Révolutionner cet état de fait, rendre la terre à ceux qui la travaillent, c'est-à-dire aux paysans pauvres, donner des moyens pour les

cultiver de façon à produire de la nourriture en quantité suffisante, de bonne qualité et accessible à l'ensemble de la population sont l'espoir et le rêve de chaque paysan pauvre, de chaque chômeur qui, engagé dans la construction de ce canal, jure de terminer les travaux malgré les menaces et les sanctions d'Abinader.

S'attaquer aux racines de la pauvreté qui ronge les campagnes haïtiennes, à l'exploitation des classes laborieuses, c'est se dresser contre les classes riches qui en profitent et jurent de garder leurs privilèges même si le pays est réduit en cendre. C'est avec cette conscience de classe que les paysans pauvres retrouveront leurs alliés de classe, la classe ouvrière et des masses populaires des villes. Ensemble, ils s'organiseront en un seul parti qui les guidera vers la révolution en vue d'enlever le contrôle de l'économie des griffes de la bourgeoisie. Leur salut est à ce prix. ■

DES TERRES ARABLES ET DES RIVIÈRES, HAÏTI EN REGORGE !

Haïti a plus d'une centaine de rivières et des cours d'eau exploitables. Pour en citer quelques-uns : le fleuve de l'Artibonite, la rivière de la Grande-Anse, la rivière du Limbé, de Hinche, les trois rivières du Nord-Ouest, etc. Ils ne sont jamais exploités de façon à améliorer les conditions de vie des masses populaires et des paysans pauvres, à faire progresser l'agriculture. Les terres arables autour de ces fleuves, propriétés de l'État ou des grands propriétaires terriens absents, restent le plus

souvent en friche.

Mais, aujourd'hui, l'opposition du président dominicain à la construction d'un canal sur la rivière Massacre que partagent les deux îles donne l'occasion aux politiciens, à d'anciens parlementaires, à d'anciens ministres, à des artistes, à des religieux, à des hougans, même à des bourgeois de se poser en chantres du nationalisme et de la production agricole. Certains n'hésitant pas à apporter leur aide pour terminer les travaux en cours. Quelle

hypocrisie!

Soudain, ils parlent d'amélioration des conditions de vie de la population pauvre. Ils donnent l'impression que la construction de ce canal mettra fin à la misère des paysans pauvres et des masses populaires.

Ce sont tous de fieffés menteurs, des vendeurs d'illusion. Les paysans pauvres ont intérêt à les démasquer en mettant en avant leurs propres revendications. ■

DANS LES ENTREPRISES

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL, LE DERNIER VERSEMENT SE FAIT ATTENDRE

La situation de l'ensemble de la classe ouvrière est catastrophique. Loin de s'améliorer, elle se détériore chaque jour davantage. Aux dures conditions de vie avec un salaire de misère, les affres des bandits dans les quartiers populaires ont transformé la vie des travailleurs en un enfer. Chassés de leurs quartiers, le feu ayant été mis à leur demeure, nombre d'entre eux sont aujourd'hui des SDF, sans domicile fixe. Ils sont ballottés d'un abri à un autre.

Sans revenus, beaucoup d'entre eux pensent au dernier versement de l'accompagnement social du gouvernement, celui des mois de septembre et d'octobre, 10.000 gourdes. Mais peu soucieux de la vie

des plus pauvres, le gouvernement ne fait aucun geste.

Rappelons que cet accompagnement social est une allocation mensuelle de 5000 gourdes pendant 5 mois décidé par le gouvernement. Pour la classe ouvrière, seuls les travailleurs du secteur de textile y avaient droit. Les autres catégories, ceux des petites entreprises, les femmes de ménage par exemple dont les salaires sont inférieurs à ceux de la sous-traitance, n'y sont pas inclus. Il en va de même pour les dizaines de milliers de travailleurs de la sous-traitance qui ont perdu leurs emplois. C'est comme si, dans la logique du gouvernement, ceux qui ont un boulot doivent vivre plus mal que les travailleurs au

chômage.

De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer l'hypocrisie du gouvernement qui tout en feignant de compatir à la misère des travailleurs n'a rien fait pour ajuster le salaire minimum dont la valeur réelle a drastiquement chuté en fonction de l'inflation et de la chute de la valeur de la gourde par rapport au dollar.

Beaucoup voient dans cet accompagnement social une tentative pour éteindre la combativité de ces travailleurs dont les luttes pour l'ajustement du salaire minimum ont toujours fait reculer gouvernement et patronat. ■

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Carrefour Drouillard, carrefour de tous les dangers

Situé à quelques encablures du parc Sonapi et de Cité Soleil, c'est le lieu de transit par excellence de la zone métropolitaine avec toutes les régions du Centre, du bas et haut Artibonite, du Grand Nord. Tout autour, il y a beaucoup de petites

et moyennes entreprises. Il y a également un flux incessant de containers, de camions de transport, etc. Comme le sirop attire les fourmis, plusieurs gangs armés y ont planté leur base pour mener leurs activités criminelles. Que ce soit en transport en commun ou à pied, les ouvriers ont toujours des sueurs froides à l'approche de Carrefour Drouillard.

Sale journée pour les travailleurs au parc Sonapi

Le mardi 26 septembre, dans plusieurs usines, près de cinq travailleurs ont été atteints par des projectiles jusque sur leur lieu de travail. Si la vie d'aucun d'entre eux n'a été menacée, la panique créée par les bruits des balles des gangs rivaux qui se battaient dans les environs du parc Sonapi était à son comble. ■

RÉDUCTION DRASTIQUE DES ACTIVITÉS AU PARC SONAPI

La fermeture des frontières d'Haïti avec la République dominicaine par où arrivent les matières premières pour les entreprises de la sous-traitance et d'où sortent les produits finis vers l'extérieur est un coup de boutoir de plus pour les quelques

centaines de travailleurs qui gardent encore leur boulot dans ce secteur. Au parc Sonapi, les allées sont vides mêmes aux heures de pointe correspondant à l'entrée du travail, à 6 heures du matin, ou à la sortie, les après-midi à partir de 3 heures. Les unes après les autres voient

leurs responsables jeter l'éponge, peut-être définitivement pour certaines entreprises. Parc Sonapi risque de connaître le même sort que le parc SHODECOSA situé sur la Nationale #1, près de la station du Nord, qui s'est transformé aujourd'hui en un dépôt de marchandises. ■

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 6 octobre 2023.

PAWÒL TRAVAYÈ

Ak batay, nou ka kontre bandi yo !

Bandi yo kontinye simen dèy nan mitan klas travayè a ak mas pòv yo pandan yap fè konnen se yo menm ki sèl kòkchante. Men an reyalite a se pa vre. Se yon bann lach kap mache ak zam fann fwa, tire sou ti granmoun, fanm ansent ak timoun piti. Depi mas popilè yo mobilize, yo kraze rak.

Pa ekzanp, jou ki te 22 septanm nan, asasen sa yo debake pa sipriz nan plato santral nan komin sodo. Yo masakre yon kantite malerèz ak malere. 3 jou apre, yo debake nan mibalè, kriminèl yo sakaje lopital la. Men yon ti tan apre, abitan nan Mibalè mobilize bare anwo bare anba, tout bandi kouri, sak lage zam yo atè, sak kouri monte sou pye bwa. Malgre menas yap fè di yap retounen, yo pa ka retounen.

Se menm bagay la kap pase Debisi ak katye Kanapevè. Bandi yo menase yap pran revanch yo sou katye sa yo men yo pa ka met pye ak mobilizasyon abitan katye sa yo.

Nou sonje nan peryòd bwa kale, anpil chèf gang tap mande padon. Sila yo ki tap kouri ale nan pwovens te kontre ak zo grann yo.

Pwovèb la di, se sou bannanm mi dan pouri gen fòs. Lè klas travayè a ansanm ak rès mas yo òganize yo pou defann tèt yo, yap sispann tounen bannanm mi pou gang ame touye, vyole. Nap sispann pran bal jis anndan izin kote nap travay yo, yap sispann vyole nou sou wout travay yo

An nou tout pran ekzanp abitan nan Mibalè yo, nan kanapevè. Se sèl fason nap kabab sispann kriye anba zak vyolans asasen yo. Se nan batay sèlman nap bay tèt nou yon chans pou ranpòte laviktwa sou gang yo.

Bouch an Bouch yonn di lòt!

OTR-UCI – vandredi 6 oktob 2023
An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

LUIS ABINADER, DANS LES PAS DE RAPHAEL TRUJILLO

Le président dominicain, Luis Abinader, joue son va-tout. En difficulté dans l'opinion à l'approche des prochaines élections, il fait souffler le nationalisme dominicain en s'en prenant de manière cavalière et disproportionnée à la construction du premier canal du côté haïtien sur la rivière Massacre que partagent Haïti et Saint Domingue. Ce serait passé pour un fait anodin si Luis Abinader, dont le pays a déjà érigé 11 canaux sur la même rivière Massacre, n'avait pas opposé une fin de non-recevoir à cette initiative des paysans haïtiens en déclarant pratiquement la guerre à Haïti.

En course pour sa réélection l'année prochaine, le président Abinader tente d'avoir une majorité de la population derrière sa politique en attisant la haine, l'homophobie, le racisme des nervis nationalistes dominicains contre des dizaines de milliers de travailleurs migrants haïtiens qui font pourtant marcher l'économie dominicaine.

Après avoir fermé les marchés binationaux, ordonné la fermeture de toutes les frontières avec Haïti et déployé près de 35000 soldats dominicains dans les zones frontalières, rien ne dit qu'il ne va pas tenter de suivre les pas de Raphael Trujillo qui avait ordonné en 1937 le massacre des travailleurs haïtiens vivant en République dominicaine.

En effet, les nationalistes dominicains font monter la pression contre les migrants haïtiens. Entre le retour volontaire par crainte de représailles et les expulsions, des dizaines de milliers d'entre eux ont fui Saint Domingue. Une jeune femme haïtienne a été violée par un agent

douanier dominicain en présence de son enfant. Des cas de torture, de vols ont été rapportés dans la presse.

Mais loin d'obtenir l'adhésion de l'ensemble de la population comme il le souhaitait, le président Abinader est critiqué jusque dans son propre parti politique, dans la classe politique et notamment chez une large partie de la population pauvre dominicaine qui partage la même vie, les mêmes difficultés quotidiennes que les migrants haïtiens.

En fermant les marchés binationaux, Abinader a aussi mis à terre de nombreux petits producteurs, de nombreux travailleurs dominicains qui ont vu leurs emplois cassés et leurs revenus s'effondrer du jour au lendemain. Les promesses de compensation du gouvernement dominicain sont restées lettre morte. Ce faisant, Abinader n'est pas plus du côté des travailleurs dominicains que des travailleurs haïtiens.

Dans plusieurs villes dominicaines comme à Elías Piña, des manifestations contre la politique anti-ouvrière, raciste et xénophobe

d'Abinader ont déjà eu lieu. Tous les travailleurs dominicains et tous ceux qui ne se réclament pas de la politique ultra réactionnaire du gouvernement d'Abinader doivent faire entendre leurs voix en soutien aux travailleurs immigrés haïtiens. ■



Le président dominicain Luís Abinader et l'ancien dictateur Rafael L. Trujillo

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.